

## GRÈVE DU CLIMAT

# UN SYNDICALISME POUR UNE ECOLOGIE POPULAIRE

*Nous ne sommes pas tou-te-s à la même enseigne pour ce qui est de la liberté de manifester. Les personnes qui sont dans les écoles doivent subir des restrictions et contraintes mais elles peuvent descendre dans la rue.*

*Ce n'est pas le cas des apprenti-e-s. Quand ils/elles ne sont pas présent-e-s à la journée de cours dans les écoles professionnelles, cette absence est transmise à leurs patron-ne-s, qui, trop souvent, menacent, sanctionnent et peuvent rompre le contrat de travail et donc, la formation.*

*Les écoles professionnelles doivent immédiatement cesser de communiquer aux employeurs/euses les noms des apprenti-e-s qui sont normalement aux cours et manifestent durant les journées de la Grève du climat. **Egalité pour tou-te-s dans le droit de manifester et de participer au mouvement !***

### Injustice sociale climatique

L'écologie et le climat sont sur toutes les bouches: du PLR à la « vague verte », en passant par certains agents du pouvoir judiciaire qui reconnaissent maintenant l'état de nécessité face au péril climatique. Sur le terrain institutionnel, des communes décrètent l'urgence climatique. La question n'est plus de savoir s'il y a crise ou pas – mais d'en saisir la portée, de savoir qui en est responsable, et quel modèle d'institution sociale et politique peut y pallier. Les apologistes des puissants parient désormais sur le capitalisme vert et continuent de défendre les pollutions des banques au nom de la sacro-sainte propriété privée. Tous les centres de la puissance économique construisent le même modèle de valorisation, maintiennent la même dynamique de destruction de notre sécurité écologique.

Le reste du monde politique, tout de vert vêtu, se perd dans d'interminables débats sur les taxes et l'austérité que nous devons subir pour, soi-disant, affronter l'urgence climatique. Soyons clair-e-s : nous n'accepterons aucune mesure qui dégrade les conditions de vie, de travail et de revenu des majorités sociales. Nous combattons les politiques austéritaires et les stratégies de restructuration qui invoquent, pour exploiter et dominer, les besoins écologiques, le progrès technique, ou les conditions-cadres de l'économie.

Car c'est maintenant le cœur de la question climatique : qui va payer, pour quelle transition ? quelle politique va s'imposer ? Les responsables économiques, politiques, mais aussi médiatiques et culturels, de la crise écologique ont déjà répondu en corsetant le débat : nous, classes populaires et salariat, paierons une

transition qui doit renouveler et élargir les profits en dégradant nos conditions matérielles de vie, ainsi que nos acquis sociaux et démocratiques. Sans parler de l'incessant moralisme qui présente les changements individuels comme la solution miracle – alors que les stratégies décisives sont occultées dans leur démarche comme dans leurs enjeux. Nous ne sommes pas responsables de la crise climatique mais ses premières victimes. L'affronter et la résoudre fait partie de notre émancipation. Ici aussi soyons clair-e-s: ce sont ceux dont les profits se font actuellement au détriment de l'environnement qui doivent payer leur crise – pas nous.

## Pour l'émancipation

Le salariat, les classes populaires, les majorités sociales sont profondément remises en question dans toutes leurs conditions d'existence. Dans les faits, nous tou-te-s sommes aujourd'hui exclu-e-s des centres de pouvoir où les décisions en matière d'écologie sont prises.

Les majorités sociales, qui subissent le pouvoir, sont les mêmes qui sont condamnées à vivre les conséquences du réchauffement climatique. Elles sont seules capables de renverser la marmite et d'imposer, de manière permanente et cumulative, des avancées effectivement écologiques, au-delà des palabres de la mode verte.

Pour cela, nous devons agir en indépendance de tous les centres de pouvoir institués et défendre nos intérêts, nos besoins, dans un large front social, écologique et démocratique.

La Grève du climat, depuis un an, a beaucoup avancé dans ce sens. Dorénavant, son appel à une grève générale le 15 mai 2020 pose une nouvelle question fondamentale: comment continuer à faire converger les forces sociales et politiques qui refusent d'être les supports ou les suppliants des divers clans au pouvoir pour exercer une pression décisive et obtenir, dans son mouvement, les changements nécessaires à la majorité de la population? La construction d'un contre-pouvoir populaire indépendant autant dans ses actions que dans ses objectifs est la démarche stratégique qui répond à cette exigence.

Pour cela, des revendications et victoires sociales sont la condition de l'élargissement du

mouvement climatique. A moyen terme, à l'éco-austérité des taxes, nous devons opposer l'extension et la gratuité des transports publics; contre le productivisme, imposer la réduction du temps travail ; aux monopoles privés de décision des entreprises fossiles, la démocratisation des choix et utilisations énergétiques.

## Concrétisons l'action

D'ici au 15 mai, sur tous les lieux de travail et de formation du secteur public ou subventionné, nous pouvons par exemple faire l'état précis et systématique des problèmes d'isolation et d'entretien des bâtiments et infrastructures. Le pouvoir d'Etat refuse d'agir efficacement sur ce terrain. Le 15 mai, envoyons-lui cet inventaire, en lui donnant un délai que le mouvement doit décider pour que ces travaux soient effectués. Nous pouvons opposer à la gentrification de nos quartiers et villes un plan de rénovation durable des infrastructures et bâtiments publics. Nécessaire et urgente pour le climat, cette revendication, que nous pouvons arracher rapidement, est aussi dans l'intérêt des majorités sociales de ce pays.

Ce jour de lutte peut, et doit, être plus qu'une occasion de manifestation, mais également un moment où nous imposons, sur nos lieux de travail et de formation, dans toute l'ampleur politique de l'exigence climatique, de telles revendications sociales immédiates.

Les travailleurs/euses et leurs organisations ont à jouer un rôle décisif dans ces combats et rappeler que le syndicalisme est le mouvement de lutte du salariat pour améliorer les conditions de vie, de travail, de démocratie, pour conquérir l'émancipation. Conserver et améliorer les conditions de vie, dont l'environnement est le fondement, est la base même de l'action syndicale. C'est un combat quotidien mais aussi une lutte de transformation sociale. Cette action est urgente, permanente, incontournable. Il n'y a pas de division entre les luttes qui sont menées dans le travail et autour de lui et l'action sur les différentes dimensions de la question écologique : il y a complémentarité. Il n'y a pas d'émancipation possible sans un monde où la liberté puisse être vécue pleinement et durablement.

- - -  
*«Ce sont ceux dont les profits se font actuellement au détriment de l'environnement qui doivent payer leur crise – pas nous.»*  
- - -